



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES 2025-007-CNDA-AM

Objet : Marché de restauration collective pour le Tribunal administratif de Montreuil et la Cour nationale du droit d’asile.

Pouvoir adjudicateur : Conseil d’État – Bureau des marchés

Service acheteur : TA de Montreuil et CNDA

SOMMAIRE

ARTICLE 1 ^{er} – OBJET DU MARCHÉ	3
1-1 Objet du marché.....	3
1-2 Lieu et conditions d'exécution des prestations.....	3
1-3. Clause de réexamen	4
1-4. Réalisation de prestations similaires.....	4
ARTICLE 2 – FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 – REPRESENTATION DES PARTIES	6
ARTICLE 6 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 7 – CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	9
7-1 Les publics visés.....	9
7-2 Objectif d'insertion.....	9
7-3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	10
7-4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales...	10
7-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	11
ARTICLE 8 – CONTENU DES PRESTATIONS.....	12
8-1 Typologie des prestations.....	12
8-2 Typologie des convives	12
ARTICLE 9- QUALITE DES PRESTATIONS ET SUIVI D'EXECUTION.....	12
9.1 Gouvernance du marché.....	12
9.2 Les modalités de suivi des engagements du titulaire – Le reporting.....	12
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
10-1 Obligations concernant la mise à disposition des locaux.....	13
10-2 Obligations concernant la mise à disposition et des équipements professionnels...	13
10-3 Protection des données.....	15
10-5 Diversité Egalité.....	17
10-6 Langue française.....	17
10-7 Autres obligations administratives	17
ARTICLE 11 – SOUS TRAITANCE	17
ARTICLE 12 - PRIX, FINANCEMENT ET MANDAT D'ENCAISSEMENT	17
ARTICLE 13 – PENALITES.....	19
ARTICLE 14 - MODALITES DE REGLEMENT	22
14-1 Demande de paiement	22
14-2 Délai de paiement.....	23
14-3 Intérêts moratoires.....	23
ARTICLE 15 – ASSURANCES.....	23
ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	24
ARTICLE 17 – RESILIATION	24
17-1 Résiliation pour faute du titulaire.....	24
17-2 Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire déchu	24
ARTICLE 18– LITIGES.....	25
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	25

Contexte

Le présent marché a pour objet la préparation et la distribution des repas au sein des nouveaux locaux du tribunal administratif de Montreuil et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Ce marché de restauration collective à vocation à s'adresser aux agents de la Cour nationale du droit d'asile, du tribunal administratif de Montreuil et aux extérieurs exerçant des missions aux seins des juridictions administratives.

Au 1^{er} octobre 2025, l'effectif de la Cour nationale du droit d'asile s'élevait à 598 agents.

Au 1^{er} octobre 2025, l'effectif du tribunal administratif de Montreuil s'élevait à 140 agents.

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) est une juridiction administrative spécialisée qui statue en premier et dernier ressort sur les recours formés contre les décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) rendues en matière d'asile. Cette juridiction de plein contentieux est placée sous le contrôle de cassation du Conseil d'Etat.

Le tribunal administratif juge en première instance les litiges qui opposent les particuliers et les administrations, comme l'État, les collectivités, les établissements publics ou les organismes privés chargés d'une mission de service public.

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DU MARCHE

1-1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la restauration collective des agents et participants aux missions de la Cour nationale du droit d'asile et du tribunal administratif de Montreuil.

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il s'exécute par bon de commande.

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations conformément à ses engagements contractuels dans les conditions définies par le présent cahier des clauses particulières (CCAP).

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum pour chaque période de l'accord-cadre, et ce pour tous les types de prestations de l'accord-cadre

1.2 Définition des tranches et modalités d'affermissement des tranches optionnelles.

Le présent marché public fait l'objet d'un découpage en tranches.

1.2.1. Tranche ferme.

La tranche ferme du marché public correspond à la restauration collective des agents et participants aux missions de la Cour nationale du droit d'asile et du tribunal administratif de Montreuil ainsi qu'**au respect de la loi EGAlim, soit 50% d'approvisionnements durables (dont 20% de produits bio).**

1.2.2. Tranches optionnelles

Le Conseil d'Etat souhaite dans la mesure du possible, intégrer de manière progressive des approvisionnements plus durables. Si la tranche ferme prévoit la stricte application des termes de la Loi EGalim, les tranches conditionnelles permettent de cadrer le processus de montée en puissance des achats biologiques :

- **Tranche optionnelle n°1** : application, sur une année donnée, d'un seuil supplémentaire de 5% d'achats issus de l'agriculture biologique, soit 55%.
- **Tranche optionnelle n°2** : application, sur une année donnée, d'un seuil supplémentaire de 5% d'achats issus de l'agriculture biologique, soit 60 %.

La/les tranche(s) optionnelle(s) pourra(ont) être affirmée(s) par une décision unilatérale de la personne publique notifiée au titulaire du marché, et ce, pendant toute la durée du marché, et plus probablement juste après la notification du marché dans sa configuration choisie.

Si la personne publique décide de ne pas affirmer une tranche optionnelle, le titulaire du marché sera libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Il ne pourra prétendre à aucune indemnité ni paiement de quelque nature que ce soit.

1-3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent au :

13, place du Général de Gaulle, 93100 Montreuil.

1-4. Clause de réexamen - Modification relative au montant maximum de l'accord-cadre

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, des modifications pourront être apportées à l'accord-cadre en cours d'exécution.

En particulier, lorsque 90% du montant maximum du présent accord-cadre est atteint (période initiale ou après reconduction), le titulaire en informe l'acheteur. Dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre dans la limite de 15% du montant maximum annuel initial. En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet un projet d'avenant au titulaire pour signature. Le montant maximum modifié de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

1-5. Réalisation de prestations similaires

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché public ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. A cet effet, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables est susceptible d'être conclu. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché public.

ARTICLE 2 – FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre est conclu selon la procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1 2° et R.2123-1 3° (marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques quelle que soit la valeur estimée du besoin), R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Cette procédure est motivée par le fait que le besoin du marché public concerne des prestations portant sur des services sanitaires et sociaux au sens de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (55510000-8 Services de cantine ; 55511000-5 Services de cantine et autres services de cafétéria pour clientèle restreinte ; 55512000-2 Services de gestion de cantine.)

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté exclusivement au moyen de bons de commande, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum défini ci-dessous.

Les bons de commande sont donc établis par le pouvoir adjudicateur et transmis au titulaire.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum.

Le montant maximum de l'accord-cadre sur sa durée globale est de 4 980 000 € HT, réparti comme suit :

- Le montant maximum pour la première période de deux ans est de 2 400 000 € H.T.
- Le montant maximum pour la deuxième période d'un an est de 1 260 000 € H.T.
- Le montant maximum pour la troisième période d'un an est de 1 320 000 € H.T.

ARTICLE 3 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à compter du 24 août 2026 ou à défaut de sa date de notification si celle-ci lui était postérieure, pour une durée initiale de deux ans ferme, reconductible deux fois par périodes d'une année, sans que sa durée totale d'exécution ne puisse excéder quatre ans.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public dans les conditions des articles R. 2162-1 et R. 2162-14 du code de la commande publique et pourront être exécutés après arrivée à échéance du marché public. Ils peuvent être exécutés au-delà de la date d'échéance du marché, dans la limite d'une durée maximale de six (6) mois.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché.

En cas de non-reconduction du fait du Conseil d'Etat, celui-ci informera par écrit le titulaire de sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

- Annexe 1, le cadre de réponse financier, intégrant cadre de réponse financier et DQE ;
- Annexe 2 relative à la clause sociale d'insertion ;
 - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Annexe 1, le plan des locaux, à retirer au format DWG ;
- Annexe 2, les équipements professionnels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de fourniture et service (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Les bons de commande ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché et les modifications de marché.

Seuls les documents conservés au sein des archives de l'administration font foi.

Le titulaire est réputé avoir pleine connaissance du code de la commande publique et du CCAG-FCS applicable, qui sont disponibles sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire ou autres pièces de l'offre, contraire aux dispositions des pièces susvisées (AE, CCAP, CCTP, CCAG/FCS), est réputée non écrite.

ARTICLE 5 – REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et le Conseil d'Etat désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ils notifient cette désignation respectivement à la Cour et aux titulaires de l'accord-cadre.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le Conseil d'Etat en cours d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

A ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire s'engage à proposer un environnement sain dans tous les aspects de la vie du restaurant et plus particulièrement concernant :

- La lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- La transparence sur le taux d'alimentation durable ;
- Optimisation des produits dits durables au sens des lois Egalim et climat et résilience ;
- Respect de la saisonnalité ;
- Priorité donnée aux produits bruts et/ou frais ;
- L'entretien des locaux ;

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat inscrit le marché dans le cadre des lois suivantes :

- Loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite Loi Egalim) ;
- Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi climat et résilience).
- Le décret n°2022-65 du 26/01/2022, modifiant le décret 2002-1465 du 17 décembre 2002 relatif à l'étiquetage des viandes bovines dans les établissements de restauration.
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 (article 102) relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Concernant les produits durables.

Le titulaire doit construire son offre alimentaire sur l'atteinte les taux globaux d'alimentation durable.

Le titulaire met en œuvre les moyens nécessaires à assurer une transparence totale sur les denrées, tant auprès du Conseil d'Etat que des convives :

- par la transmission, sur simple demande du Ministère, et sous un délai de 48 heures, de tout élément (fiche technique, justificatif fournisseur, bon de production,...) permettant une traçabilité pleine et entière ;

o par l'affichage sur le restaurant de l'origine des viandes: conformément au décret n°2022-65 du 26/01/2022, modifiant le décret 2002-1465 du 17 décembre 2002 relatif à l'étiquetage des viandes bovines dans les établissements de restauration, le prestataire se doit d'assurer l'étiquetage de l'origine (pays d'élevage et d'abattage) des viandes bovines, de porc ,de volaille, d'agneau et de mouton. Cette indication de l'origine doit, conformément au décret n°2002-1465 du 17 décembre 2002, être portée « à la connaissance du consommateur, de façon lisible et visible, par affichage, indication sur les cartes et menus, ou sur tout autre support »;

o par l'affichage sur le restaurant de la part des produits durables, de qualité et de produits issus de projets alimentaires territoriaux, en application de l'article 257 de la loi climat et résilience ;

o par la mise en ligne annuelle sur le site ma-cantine.agriculture.gouv.fr du bilan chiffré de la mise en œuvre des obligations prévues par la loi ;

o par la tenue et la communication des éléments de reporting, tels que précisés au CCAP, notamment concernant le suivi du taux d'alimentation durable.

Les produits entrant dans le décompte réalisé par le titulaire, au sens du Conseil d'Etat, sont les suivants :

- Produits issus de l'agriculture biologique (reconversion acceptée),
- Produits bénéficiant des signes officiels de la qualité et de l'origine suivants : Label Rouge, Appellation d'origine (AOP), Indication géographique protégée (IGP), Spécialité Traditionnelle Garantie,
- Produits « Fermiers » ou « produits de la ferme », lorsque la mention est définie par arrêté,
- Produits bénéficiant de la mention valorisante suivante : « Haute Valeur Environnementale » (HVE),
- Produits issus de la pêche affichant l'écolabel pêche durable,
- Produits au logo « Région Ultra- Périphérique » (pour produits d'Outre-Mer),
- Produits dont l'acquisition a été fondée, principalement, sur les performances en matière de protection de l'environnement et de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture, dans le respect des règles du code de la commande publique (notamment les produits en circuits courts, définis par l'existence d'un à deux intermédiaires au maximum entre le producteur et le consommateur final, un intermédiaire étant constitué dès lors qu'un transfert de propriété est observé),
- Produits à externalités environnementales positives,
- Produits issus du commerce équitable,
- Produits équivalents aux exigences définies par les signes, mentions, écolabels ou certifications listées ci-avant.

Concernant le gaspillage alimentaire.

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 (article 102) relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective. Celle-ci est complétée par la loi 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire qui préconise en priorité la prévention du gaspillage alimentaire, l'utilisation des invendus (par le don ou la transformation en produits alimentaires type soupes, jus de fruits...).

Le Conseil d'Etat s'inscrit dans cette démarche ; l'autorisation de ne pas assurer 100% du choix initial sur toute la durée du service ainsi que la possibilité de « repasse » de certains plats transformés (sous conditions d'hygiène) le lendemain en témoigne.

L'établissement attend de son titulaire des actions concrètes permettant d'encourager cette démarche (vente aux convives à un prix inférieur des prestations non consommées du jour, sensibilisation des personnels et des convives au gaspillage, campagne de diagnostic des pertes avec plan d'actions associé, dons alimentaires ...), dans le cadre d'un plan de progrès sur la durée du marché.

Concernant les produits d'entretien, consommables et conditionnements écolabellisés.

80% des produits d'entretien, consommables et conditionnements écolabellisés : dans une configuration minimale, la Maîtrise d'Ouvrage attend de son titulaire une offre la plus aboutie qui soit en matière :

- De produits d'entretien et lessiviels : produits titulaires d'écolabels officiels :
 - o Produits d'entretien courants,
 - o Produits d'entretien utilisés par les sous-traitants en charge des entretiens périodiques.

- De consommables écoresponsables :
 - Tenues de travail et autres textiles en coton labellisé « Fibre citoyenne » et/ou « Oeko-Tex »,
 - Ensemble des serviettes et essuie-mains à base de fibres vierges issues de forêts gérées durablement,
 - Tickets de caisse exempts de bisphénol A (en cas d'impression),
 - Il sera favorisé une offre de boissons dont les conditionnements sont recyclables et/ou issus de matières premières renouvelables (verre par exemple),
 - Pour la vente à emporter, le titulaire s'engage à recourir systématiquement à des contenants réutilisables par les convives.

ARTICLE 7 – CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot Unique du présent marché

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

7.1 – Les publics visés

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit,
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage),
- les personnes percevant une pension d'invalidité,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C),
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers ,par exemple « Défense 2ème chance »,
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet,
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / R,IEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

7.2 – Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures à réaliser sur la durée ferme d'exécution de l'accord-cadre (2ans)	1 430 (Mille quatre cent trente)
Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution	715 (sept cent quinze)

7.3 – Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

☐ 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

☐ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

☐ 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

7.4– Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Seynabou LO
Chargée de Projets Clauses Sociales et Relation Entreprises
seynabou.lo@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
06 30 95 40 68

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- ☐ Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- ☐ Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- ☐ Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- ☐ Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- ☐ Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- ☐ Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

7.5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivantes de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris
Copie à
seynabou.lo@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 8 – CONTENU DES PRESTATIONS

8-1. La typologie des prestations.

Il s'agit de l'exploitation d'un restaurant self-service doté d'une cafétéria auto-administrée.

8-2. La typologie des convives.

Les prestations de restauration sont à destination :

- Des agents de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) et du tribunal administratif de Montreuil,
- Des tiers extérieurs habilités par la maîtrise d'ouvrage, tel que les traducteurs.

ARTICLE 9- QUALITE DES PRESTATIONS ET SUIVI D'EXECUTION

9.1 Gouvernance du marché

Le suivi du marché est assuré par la maîtrise d'ouvrage ou un mandataire qu'elle aura nommé à cet effet.

Les rendez-vous opérationnels à considérer à minima seront les suivants :

- Point opérationnel hebdomadaire :
 - o Acteurs : représentants de la maîtrise d'ouvrage en charge du pilotage du contrat et manager de site et/ou responsable de secteur côté titulaire
- Point mensuel d'activité :
 - o Acteurs : représentants de la maîtrise d'ouvrage en charge du pilotage du contrat et responsable opérationnel du marché pour le titulaire
- Point Marché Semestriel
 - o Acteurs : représentants de la maîtrise d'ouvrage en charge du pilotage du contrat et responsable opérationnel du marché pour le titulaire

Par ailleurs, le responsable opérationnel du marché participera au moins 2 fois par an à la commission de restauration mise en place par les représentants de la maîtrise d'ouvrage en charge du pilotage du contrat.

9.2 Les modalités de suivi des engagements du titulaire – Le reporting

La maîtrise d'ouvrage souhaite instaurer avec le titulaire **une relation partenariale forte, avec une démarche active, constructive et partagée du bon respect des engagements contractuels.**

Pour ce faire, le titulaire s'engage à communiquer chaque fin de mois, à l'appui de sa facture, les données constituant l'état liquidatif des factures aux représentants de la maîtrise d'ouvrage en charge du pilotage du contrat.

Il s'engage également à transmettre un reporting mensuel, intégrant au minimum les éléments suivants :

Thématiques	Indicateurs
Activité	Nombre de repas par jour Statistiques de consommation et de chiffre d'affaires par gamme de produits et catégories tarifaires
Approvisionnements alimentaires	Part de produits durables et de qualité au sens de la loi EGAlim Part de produits bio Part de produits frais (par catégorie de produits) Part de produits locaux
Sanitaire	Suivi des analyses bactériologiques et audits sanitaires et plans d'actions en cas de non-conformités

Le titulaire complètera le reporting avec les données demandées sur le site <https://ma-cantine.beta.gouv.fr/accueil>.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute les prestations conformément aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières, en veillant à respecter le niveau de qualité énoncé dans les pièces contractuelles. Les prestations doivent être conformes aux normes françaises ou européennes ou équivalentes en vigueur, mais également de leur évolution en cours d'exécution.

10-1 Obligations concernant la mise à disposition des locaux.

Le titulaire s'engage à garantir, sur toute la durée de l'accord cadre, le parfait état de propreté et de fonctionnement des locaux.

Un état des lieux contradictoire propreté et entretien courant des locaux aura lieu tous les ans, à la date anniversaire du contrat et, pour la première fois avant l'entrée en jouissance des locaux (date à fixer conjointement). Il s'agira de constater, dans une démarche partenariale, le parfait entretien et la bonne utilisation des locaux.

Si, lors de cet état des lieux annuel, les locaux n'étaient pas en parfait état d'usage du fait du prestataire, ce dernier se verrait dans l'obligation de procéder, à ses frais, à leur mise à niveau sous quinzaine. Dans le cas contraire, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit de faire procéder aux réparations qui s'imposent, aux frais de son titulaire. Le montant correspondant fera l'objet d'un titre de recettes.

10-2. Obligations concernant la mise à disposition et des équipements professionnels.

La mise à disposition des équipements est liée au présent marché. Elle n'est à ce titre constitutive d'aucun droit à la propriété commerciale de la part du titulaire.

Ce dernier s'engage donc à exercer son activité en se substituant à La Maîtrise d'Ouvrage pour tout ce qui concerne l'entretien quotidien et le suivi permanent du bon fonctionnement des gros équipements mis à sa disposition. De son côté, La Maîtrise d'Ouvrage prend en charge l'ensemble de la mise à disposition des gros équipements professionnels, ceci dans le cadre de la garantie contractuelle de toute la durée du contrat garantissant au titulaire les meilleures conditions de travail.

Le titulaire s'engage à intégrer, dans son plan annuel de formation, une formation systématique à l'utilisation du matériel en place pour chaque agent. Chaque nouvel agent, titulaire comme intérimaire, devra également être formé à l'utilisation du matériel. Lors de l'installation de nouveau matériel, les agents devront impérativement être formés à son utilisation.

Au démarrage du marché, un état des lieux contradictoire sera réalisé entre le titulaire, la société en charge de la maintenance des locaux et équipements et la Maîtrise d'Ouvrage, ce dernier se devant d'assurer au titulaire des équipements en bon état de fonctionnement.

D'une façon générale, le titulaire aura à sa charge :

- L'utilisation, le nettoyage et l'entretien quotidiens des équipements de façon raisonnable / professionnelle, dans le respect des conditions d'utilisation et d'entretien prescrit (notice) par le fabricant ceci afin de garantir le maintien de la garantie constructeur (garantie légale) dans la limite de la répartition des charges définie au cadre de réponse économique.
- le contrôle visuel des éventuels dysfonctionnements au sein des locaux du restaurant.
- la communication en temps réel de ces dysfonctionnements aux Services généraux et de l'immobilier du site.

La maintenance des équipements professionnels est assurée par le Froid Bornet, missionné du constructeur Eiffage. Si, selon l'expertise du mainteneur, une dégradation de tout ou partie des équipements était imputée à une mauvaise exploitation du titulaire, la remise à niveau serait effectuée et facturée au titulaire via réfaction sur sa dernière facture.

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** : toutes les commandes doivent être honorées et exécutées conformément aux engagements contractuels.

La constitution de l'équipe du titulaire doit lui permettre de faire face aux éventuelles absences (congrés et/ou maladie). Pour ce faire, elle est composée d'autant de personnel que nécessaire pour garantir la continuité du service.

Le titulaire est également soumis à une **obligation d'information et de conseil** : il doit aviser sans délai le Conseil d'Etat, ou son représentant, de tout retard ou de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché.

Le titulaire a un devoir d'alerte si lors de ses interventions il a connaissance de dysfonctionnement ou de danger potentiel au titre de l'exécution de ses obligations. Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments lui paraissant de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Cette obligation d'information et de conseil se matérialise par un écrit et notamment par la production d'un rapport en cas d'incident décrivant les risques ou menaces, ainsi que la mise en place immédiate et des propositions d'actions correctives.

Il soumet à son appréciation les justifications, présentant un caractère de force majeure ou non, qu'il peut éventuellement fournir.

Cette prescription ne fait pas obstacle à l'application de pénalités dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

10-3 Protection des données

En matière de protection des données à caractère personnel, il est fait application de l'article 5.2 du CCAG-FCS relatif au règlement général sur la protection des données (RGPD) et aux caractéristiques des données personnelles à protéger.

Le titulaire s'engage à mettre en place des mesures de sécurité organisationnelles ainsi que des mesures de sécurité techniques appropriées pour préserver la sécurité et l'intégrité des données personnelles et les protéger contre toute déformation, altération, destruction fortuite ou illicite, endommagement, perte, divulgation ou accès à des tiers non autorisés.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.

- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;

- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

10-5 Egalité Diversité

Le Conseil d'Etat bénéficie du Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et du Label Diversité. A ce titre, il conduit une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs. Pour inciter les titulaires des marchés publics du Conseil d'Etat à entamer ou développer une démarche similaire, la personne publique a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle ». Le contenu du questionnaire doit être actualisé annuellement par le titulaire.

10-6 Langue française

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des courriers, correspondances, documents, livrables y compris les factures, ainsi que toutes les réunions et discussions sont rédigés et se tiennent en langue française. Il appartient ainsi aux titulaires de désigner une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

10-7 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au Conseil d'Etat les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces prévues aux articles D. 8222-5 et suivants du code du travail.

ARTICLE 11 – MODALITES DE COMMANDE

La maîtrise d'ouvrage émettra un bon de commande ou une commande pour toutes les prestations de restauration libre-service (self) : un bon de commande pour chaque année de l'accord-cadre pour les agents de la CNDA et du Tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 12 - VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Afin de permettre, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, une coordination optimale entre le titulaire et le Conseil d'Etat, ces derniers conviennent de désigner chacun un coordinateur.

Le titulaire est l'interlocuteur unique du Conseil d'Etat ou de son représentant.

Les réserves ou constatations de non-conformité justifiant l'application de pénalités décrites à l'article 13 du présent CCAP sont notamment :

- pour retard ou mauvaise exécution des prestations ;
- pour inexécution totale ou partielle des prestations ;
- pour non-respect des clauses particulières à la protection des données (RGPD), à l'environnement ou à l'insertion.

Elles sont communiquées par écrit (courrier, télécopie ou messagerie électronique) au titulaire.

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE

En application des articles L. 2193-1 à 14 et R. 2193-1 à 22 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations. Il doit avoir préalablement obtenu de l'acheteur l'acceptation des sous-traitants, fondée notamment sur leurs capacités professionnelles et financières, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.

La sous-traitance totale est interdite. Seules les prestations de service peuvent faire l'objet d'un acte de sous-traitance.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

ARTICLE 12 - PRIX, FINANCEMENT ET MANDAT D'ENCAISSEMENT

Les prix affichés au sein du restaurant relatent les tarifs alimentaires tels que décrits dans l'Annexe 1 de l'Acte d'Engagement (Cadre de réponse financiers – tarifs alimentaires).

Au-delà de ces tarifs alimentaires, chaque passage en caisse génère au profit du titulaire une admission correspondant aux coûts fixes de fonctionnement déterminée par la tranche de coûts fixes en application, telle que définie dans l'onglet « synthèse » du cadre de réponse financier du titulaire.

Les juridictions du Conseil d'Etat participent, en tant qu'employeurs, en attribuant une participation par repas, dont le ou les montant(s) sera(ont) communiqué(s) au Titulaire lors du lancement du Marché.

Le salarié convive se trouve donc in fine à régler le montant total du repas (alimentaire et montant de l'admission), diminué du montant de la subvention employeur, facturé en fin de mois par le Titulaire à chacune des juridictions du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat, par mandat, confie au titulaire et mandataire l'encaissement des recettes payées par les convives correspondant au coût global du repas déduit des subventions consenties à ces derniers.

Le titulaire indique sur chaque facture les sommes perçues chaque mois dans le cadre du présent marché. Le reversement de ces sommes s'effectue par compensation avec les sommes dues au titulaire au titre de l'application du marché.

Les stipulations du présent marché valent convention de mandat d'encaissement de recettes conformément au décret n°2017-380 du 22 mars 2017 pris en application du III de l'article 40 de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises. La prestation de mandat est indissociable des prestations confiées au titulaire dans le cadre du présent marché.

Ce mandat facilite l'exécution financière efficiente du présent marché dans le respect des dispositions législatives et réglementaires mentionnées ci-dessus.

La convention de mandat démarre et prend fin dans les mêmes termes que le présent marché.

Le mandataire n'est pas rémunéré au titre de la présente convention de mandat.

Le Conseil d'Etat confie ainsi au titulaire la mission d'encaisser en son nom et pour son compte, sous sa responsabilité et son contrôle, les sommes remises par les usagers lors de leur passage en caisse. Le titulaire est chargé de la gestion des comptes individuels de paiement des usagers. Il tient en permanence à disposition des juridictions le décompte détaillé des sommes encaissées en leur nom et pour leur compte.

Dans le cadre de ce mandat, le titulaire s'assure, à chaque début d'année, de la mise à jour, dans son système d'encaissement,

- des niveaux de participation employeur prix en charge par le Conseil d'Etat et ses juridictions
- de la bonne application du reste à charge minimal de l'agent dans le cadre de l'avantage en nature Urssaf.

ARTICLE 13 - PENALITES

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au présent CCAP et au CCTP sera constatée par un rapport spécial du représentant du pouvoir adjudicateur et sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 14 CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités listées ci-dessous.

Des contrôles de conformité seront menés par la maîtrise d'ouvrage et/ou une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Qu'il s'agisse d'un contrôle impromptu ou du suivi semestriel, les principales non conformités relevées seront communiquées au titulaire par mail, avec accusé réception.

Lors de la constatation d'une non-conformité, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des pénalités dont le montant évoluera selon 3 niveaux de non-conformité :

- non-conformité majeure : pénalité de 600 € par non-conformité constatée,
- non-conformité intermédiaire : pénalité de 300 € par non-conformité constatée,
- non-conformité mineure : pénalité de 150 € par non-conformité constatée.

En parallèle à ce processus de pénalités, une proposition de plan de progrès sera transmise au titulaire dans un délai maximum de quinze (15) jours pour échange et validation des modalités et délais de mise en œuvre. Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre la maîtrise d'ouvrage et le titulaire au terme de ce délai concernant les mesures à mettre en œuvre dans le cadre du plan de progrès, la maîtrise d'ouvrage pourra prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Les principes de déclenchement des pénalités sont présentés ci-dessous :

Thématiques	Modalités de déclenchement de niveau (*) :		
	Mineur	Intermédiaire	Majeur
Prestation alimentaire (§ 4.1 du CCTP et propositions du titulaire)	Non-conformité des engagements concernant les offres alimentaires.	Réitération des non-conformités ci-contre après mise en œuvre d'un plan de progrès.	Constat d'un manquement grave en termes de qualité de prestation (maintien en service d'une prestation présentant un défaut notable).
Qualité de service (§ 4.2 du CCTP et propositions du titulaire)	Non-conformité des engagements concernant l'accueil, la propreté de la verrerie vaisselle ou sur la rapidité de service, ou tout autre manquement caractérisant une qualité de service non conforme.	Réitération des non-conformités ci-contre après mise en œuvre d'un plan de progrès.	Constat d'un manquement grave en termes de qualité de service après mise en œuvre d'un plan de progrès. Absence d'affichage opérationnel du Nutri-Score au plus tard au terme des 3 premiers

			mois du marché
Produits de base, niveau de transformation (§ 5.1 du CCTP et propositions du titulaire)		Non-respect des engagements concernant les produits de base et le niveau de transformation	Réitération des non-conformités ci-contre après mise en œuvre d'un plan de progrès.
Moyens matériels (§ 4.3 du CCTP et propositions du titulaire)	Défaut de propreté d'un local et/ou d'un équipement. Défaut de respect des protocoles de nettoyage.	Réitération des non-conformités ci-contre après mise en œuvre d'un plan de progrès.	Constat de mauvaise utilisation des équipements et locaux mis à disposition en terme d'entretien (**).
Economie contractuelle (CCAP + Annexes de l'Acte d'Engagement)	Non-conformité sur un contrôle de tarif produits ou de calibrage comparativement à la liste de grammages. Non communication des références tarifs et grammages des produits mis en vente.	Réitération des non-conformités ci-contre après un plan de progrès.	Constat de pratiques contrevenant à l'un des principes-clés du § 3.4
Responsabilité Sociale et Environnementale (§ 5.2 du CCTP et CCAP)	Non-respect des engagements.	Réitération des non-conformités ci-contre après mise en œuvre d'un plan de progrès.	
Aspects normatifs (§ 5.3 du CCTP et propositions du titulaire)	Manquement concernant la signalétique et d'une façon générale l'information nutritionnelle au sein des restaurants et sur l'information produits (allergènes, origines...)	Non communication d'éléments d'information liés aux aspects sanitaires ou sécuritaires (sécurité au travail, sécurité des personnes et des biens)	Non-respect du PMS, non-respect des engagements de fréquence et de typologies d'analyses microbiologiques, ou non mise en place de plans d'action en cas d'analyse non conforme. Premier cas de non-respect des engagements liés à la loi EGalim (***)

			Non-respect des termes de la loi sur la valorisation des bio déchets.
Suivi du marché (§ 5.4 du CCTP et propositions du titulaire)	Non communication ou non-respect des délais de communication des reportings d'activité.	Non-respect des rendez-vous opérationnels minima constituant les engagements du titulaire.	Non-respect : . des engagements en matière de management des équipes . des délais de mise en place des plans de progrès.

(*) une pénalité par non-conformité constatée

(**) cf. 3.3.2 du CCTP : Si [...] les équipements n'étaient pas en parfait état de propreté du fait du titulaire, ce dernier se verrait dans l'obligation de procéder à la mise à niveau sous quinzaine. Dans le cas contraire, Santé publique France se réserve le droit de faire procéder à la mise à niveau, celle-ci étant défalquée du montant de la dernière facture restant à venir du titulaire.

(***) En cas de non-respect des engagements de la loi EGalim sur une année pleine, la pénalité sera calculée en masse, comme suit : (montant des achats alimentaires x 0,25) x différentiel (% du montant d'achats alimentaires durable ou de qualité).

Pénalités supplémentaires

Non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 A L.8221-5 du code du travail

Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, en cas de non-respect des formalités prévues aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité de 100 Euros par jour de retard de mise en œuvre de ses formalités, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de 15 jours fixé par l'article R. 8222-3 du code du travail. L'application de cette pénalité est plafonnée dans les limites fixées au 1er alinéa de l'article L. 8222-6 du code du travail.

Sous-traitance

En cas de non remise de la demande de sous-traitance un mois avant l'intervention du sous-traitant, le titulaire du marché pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 1/10.000e du montant hors taxes de l'accord-cadre (tranche en cours), par jour calendaire de retard.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **70 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Clauses générales

La maîtrise d'ouvrage peut renoncer à l'application des pénalités de retard compte tenu des conditions particulières d'exécution du marché. Elle y renonce de façon systématique quand le retard est imputable à un cas de force majeure ou à une de ses actions.

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, la maîtrise d'ouvrage pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables. Les pénalités sont applicables de plein droit et ne font pas obstacle à l'application des possibilités de résiliation de l'accord-cadre.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

ARTICLE 14 - MODALITES DE REGLEMENT

14-1 Demande de paiement

Les demandes de paiement interviennent à la suite de la validation du service fait par la Cour nationale du droit d'asile.

Les factures sont transmises à la CNDA.

Conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, elles sont transmises sous forme dématérialisée sur le portail « CHORUS factures » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Les sommes dues sont mandatées après déduction des éventuels acomptes déjà versés et, le cas échéant, des pénalités ou réfections de prix appliquées en application de l'article 14, pour les prestations effectivement réalisées et admises, conformément aux opérations de vérification précisées à l'article 11 du présent CCP.

Conformément aux articles L. 3133 à L. 3133-3 de la commande publique, les factures comportent les mentions suivantes :

- le numéro du marché (indiqué en page de garde de l'acte d'engagement);
- le numéro du bon de commande généré par l'application informatique Chorus ;
- le numéro d'identification du service exécutant : **CGFHJ00075** ;
- le SIRET de l'Etat : **11000201100044** ;
- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ; La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ; Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

14-2 Délai de paiement

Le délai global de mise en paiement est de 30 jours à compter de la réception sur le portail Chorus de la facture comportant toutes les mentions décrites ci-dessus, par le pouvoir adjudicateur. Ce délai ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme. En cas de non-conformité, la facture est rejetée et le titulaire informé des anomalies constatées pour rectification.

Le Conseil d'Etat se libère des sommes dues à terme échu en créditant le compte désigné sur l'acte d'engagement.

14- 3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai fixé par le marché donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir justifié qu'il est titulaire des contrats d'assurances, contractés auprès d'une compagnie dans le délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution.

Les polices et attestations d'assurance spécifiant que le titulaire est assuré pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique ainsi que des documents réglementaires devant être fournis périodiquement pendant la durée du marché seront à produire pendant toute la durée de l'accord-cadre, à l'échéance de l'attestation, ceci sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande par le pouvoir adjudicateur.

En cas de constatation de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance, le titulaire encourt une pénalité de cinquante (50) euros par jour ouvré de retard.

ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L. 822-1 1° et L. 8222-6 du code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé, et à l'article 41 du CCAG-FCS, les titulaires du marché disposent d'une semaine après mise en demeure de l'acheteur pour justifier qu'ils ne contreviennent pas à leurs obligations relatives à la réglementation du travail. A défaut, la Cour se réserve la possibilité de résilier unilatéralement le marché pour faute du titulaire.

Il est également rappelé que conformément aux dispositions de l'article L. 8224-2 du code du travail, le travail dissimulé est susceptible de donner lieu à des poursuites pénales.

ARTICLE 17 – RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables au présent accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions exposées ci-dessous.

Pour rappel, l'article 42 du CCAG FCS relatif à la résiliation pour motif d'intérêt général s'applique.

17-1 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation en cas de résiliation pour faute de sa part ;
- postérieurement à la signature de l'accord-cadre, si les renseignements ou documents à produire par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à la notification de l'accord-cadre s'avèrent inexacts, il pourra être résilié aux torts du titulaire.

17-2 Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire déchu

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, la Cour peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 18 – LITIGES

Il est convenu entre les parties que seules les pièces contractuelles détenues par l'administration feront foi en cas de litige ou d'interprétation portant sur le présent marché public.

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché, conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Les litiges nés à l'occasion de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public entre le titulaire et le maître d'ouvrage et qui ne peuvent être réglés à l'amiable seront soumis au tribunal administratif de Paris.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Conseil d'Etat et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Liste des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé et intitulé des articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1 du CCAG-FCS	4
14.1.1 du CCAG-FCS. 14.1.2 du CCAG-FCS. 14.1.3 du CCAG-FCS.	13

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG/FCS tous les articles du présent CCAP sont susceptibles de déroger aux articles du CCAG/FCS.